

1. Que le Canada insiste auprès du Conseil de l'Atlantique-Nord pour qu'on s'occupe davantage des conséquences économiques du réarmement.

2. Que le Canada, de concert avec les États-Unis, augmente de beaucoup sa contribution directe à l'aide économique accordée à l'Europe et à l'Asie.

3. Que, étant donné les circonstances actuelles, le Canada s'oppose à l'accroissement des responsabilités militaires qui tendent à causer la misère économique et l'effondrement international, ce qui serait à l'encontre du but même de l'alliance.

4. Que le Canada favorise, conformément aux dispositions de l'article 2 du Traité, la collaboration économique, particulièrement pour ce qui est de la mise en commun de matières premières et d'approvisionnements essentiels, ce qui favorisera une intégration plus complète de l'économie des divers pays alliés.

Je ne prétends pas,—on me permettra de le signaler,—que le Canada doive se soustraire à ses obligations découlant du Traité de l'Atlantique-Nord. Bien au contraire, même si un journal, ce matin, s'en est pris à cette assertion qui constituerait chez la C.C.F. un changement d'attitude. Rien de tel. Nous affirmons simplement qu'il existe des pays moins aptes que les États-Unis et le Canada à porter le fardeau de la défense du monde démocratique. Afin de ne pas ruiner le fondement même de leur défense, nommément leur économie, il faudrait qu'en cas de nécessité nous assumions une part plus grande du fardeau international imposé en vue de la défense des libres institutions qui nous sont communes.

Nous soutenons qu'il faut accorder une plus grande attention à l'article 2 du Traité, qui envisage la coordination des économies de chacun des pays démocratiques afin que le maintien de la stabilité et les progrès accomplis puissent conserver à l'alliance démocratique la force de résister aux menaces de ruine économique et d'agression militaire.

Nous estimons qu'un des dangers réels qui menacent les démocraties occidentales est que le fardeau du réarmement et le prix élevé des matières essentielles, dus à l'inflation, qui se fait sentir surtout en Amérique du Nord, affaiblissent nos alliés en Europe et minent leur détermination de résister à l'agression totalitaire.

Tels sont, monsieur l'Orateur, les motifs principaux pour lesquels j'ai insisté sur la nécessité de régir l'emploi des matières essentielles et des approvisionnements au pays et prié une fois de plus le Gouvernement de songer à imposer des réglementations rai-

sonnables et à accorder d'utiles subventions, en nous inspirant de l'expérience de la dernière guerre. Nous ne sommes pas en guerre maintenant mais nous consacrons des centaines de millions à la défense, de sorte que notre économie est bien plus une économie de temps de guerre qu'une économie de temps de paix.

M. Solon E. Low (Peace-River): Monsieur l'Orateur, je me joins à ceux qui déjà ont félicité le député de Beauharnois (M. Cauchon) et le représentant de Yukon-Mackenzie-River (M. Simmons) de l'excellente tenue des discours qu'ils ont prononcés pour proposer l'adoption de l'Adresse. Je m'unis aussi à ceux qui ont exprimé notre sincère espoir que Sa Majesté le roi continue de reprendre des forces et qu'elle soit bientôt complètement rétablie. Le peuple du Canada estime assurément que c'est pour lui un grand honneur de recevoir la visite, et de profiter de la présence au Canada, de Leurs Altesses Royales la princesse Elisabeth et le duc d'Édimbourg. Partout où il va, le jeune couple princier se gagne l'affection des Canadiens. L'enthousiasme avec lequel on l'accueille démontre que partout nos gens sont profondément attachés à la couronne britannique. Nous espérons sincèrement que le reste de la tournée princière sera des plus agréables pour tous et se passera sans aucun incident regrettable.

Nous avons entendu cet après-midi de très intéressants discours. J'ai écouté avec la plus grande attention le chef de l'opposition (M. Drew) depuis le commencement jusqu'à la fin de ses remarques et je puis dire que je suis pleinement d'accord avec lui sur bien des points. Il a abordé à peu près toutes les questions importantes qu'il nous faudra envisager au cours du débat actuel.

Je ne disposerai pas d'autant de temps que M. Drew; aussi, me faudra-t-il choisir plus soigneusement les sujets que je veux traiter. Il ne me sera pas donné d'aborder toutes les questions que je voudrais aborder. Je reprendrai donc certaines questions qu'ont discutées les orateurs qui m'ont précédé; je n'ai nullement l'intention de répéter ce qui a déjà été dit mais plutôt de souligner certaines questions et l'importance qu'elles revêtent et de montrer que la position des groupes d'opposition au sein de cette Chambre est, en réalité, celle qu'est en train d'adopter la population de notre pays. J'estime que les partis d'opposition sont beaucoup plus près de la population que le Gouvernement ne semble l'être. A mon avis, nous exprimons ici exactement ce que les Canadiens d'un océan à l'autre feraient entendre s'ils avaient accès à nos délibéra-